

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 28 juillet 2014 (5^{ème} séance)

Délibération n° COM 2014-07-05/66

OBJET : Mise en place de l'indemnité allouée aux régisseurs de recettes, d'avances, et d'avances et de recettes

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie de Morne-à-L'Eau, sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

PRESENTS (27) :

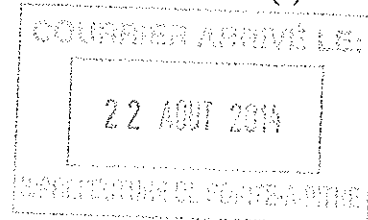
Mme ALPHONSE Epse TANCONS, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Carol, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION (3) :

M. BERNARD Jean-Luc à M. ARTHEIN Victor
M. DARTRON Jean à M. BARDAIL Jean
M. ROUX Harry à M. HILL Joseph

CONSEILLER COMMUNAUTAIRE EXCUSE (1) :

Mme GUILLAUME Stella



CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS (5) :

M. DULAC Daniel, M. HERMIN Georges, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

A été élue secrétaire de séance : Mme SERMANSON Sylvia

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles R. 1617-1 à R. 1617-5-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes public et au montant du cautionnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant que l'assemblée doit délibérer sur le principe de l'attribution de l'indemnité de responsabilité annuelle aux régisseurs.

Considérant que l'arrêté ministériel précité définit les taux à appliquer selon l'importance des fonds maniés par les régisseurs.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer une indemnité de responsabilité pour les différents régisseurs de la CANGT.

ARTICLE 2 : D'attribuer une indemnité de responsabilité aux régisseurs suppléants durant la période où ils auront remplacé le régisseur titulaire et assuré le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 3 : Que le montant de l'indemnité sera fixé en vertu de la réglementation en vigueur : pour les régies de recettes, en fonction du montant moyen des recettes encaissées mensuellement, pour les régies d'avances, en tenant compte du montant maximum de l'avance pouvant être consentie et pour les régies d'avances et de recettes, en fonction du montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement.

ARTICLE 4 : Que le versement de cette indemnité s'effectuera au mois de janvier, à terme échu, sur constatation de l'activité annuelle de la régie, sauf en cas de cessation de la fonction de régisseur, auquel cas intervient un paiement proratisé, au départ de l'agent en fonction du nombre de mois d'exercice des fonctions

ARTICLE 5 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, de Le Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.